LE SENTIMENT D'APPARTENANCE ET DE CONFIANCE DES MIGRANTS : PAS TOUJOURS UNE QUESTION D'ARGENT

Jack Jedwab est présentement le président de l'Association d'études canadiennes (l'AEC). De 1994 à 1998, il a été directeur général du chapitre québécois du Congrès juif canadien. M. Jedwab possède un doctorat en histoire québécoise de l'Université Concordia. De 1999 à 2002, il a donné un cours intitulé *Canada's Official Language Minorities: History and Demography* à l'Institut des études canadiennes de McGill et de 1989 à 1996, à titre de professeur adjoint au département de sociologie de McGill. Il est l'auteur de nombreux essais qui ont été publiés dans des ouvrages, des revues scientifiques et des journaux.

Lori Wilkinson est professeure au Département de sociologie de l'Université du Manitoba. Elle se spécialise dans les études sur l'immigration et les réfugiés, en particulier sur les questions liées à la discrimination, à l'établissement et à la santé des nouveaux arrivants au Canada. Elle est actuellement rédactrice en chef de la Revue de l'intégration et de la migration internationale et directrice de *Immigration Research West*, qui est un groupe de réflexion composé de chercheurs universitaires et d'intervenants communautaires qui s'intéressent aux éléments favorisant la réussite de l'établissement et de l'intégration. Plusieurs de ses travaux récents ont paru dans la *Revue canadienne de sociologie* (2013), *Canadian Ethnic Relations* (2013) et *Adolescent Behaviour* (2013). Elle a co-écrit deux livres, *The Research Process* - 3e édition et *Understanding Social Statistics*, tous deux publiés par *Oxford University Press*.

L'intégration et l'établissement des immigrants sont souvent considérés comme un processus linéaire. Cependant, plusieurs recherches remettent en question cette notion. Est-ce que l'intégration sociale se produit plus rapidement parmi ces immigrants qui réussissent ou s'ajustent mieux économiquement ? En se basant sur des données provenant de l'Enquête sociale générale sur l'identité sociale (ESG Cycle 27) de Statistique Canada, les auteurs évaluent l'intégration sociale des nouveaux arrivants par rapport à la catégorie économique sous laquelle ils ont été admis. Ils discutent des trajectoires, souvent multidimensionnelles et complexes, des nouveaux arrivants.

Au fil du temps, la situation économique des travailleurs qualifiés et des réfugiés s'améliore. En moyenne, alors que les réfugiés accusent un certain retard en ce qui concerne la presque totalité des indicateurs économiques, ils réussissent mieux lorsqu'il est question de leur sentiment d'appartenance. Les auteurs concluent que le sentiment d'appartenance plus fort parmi les réfugiés du Canada est lié aux raisons qui les ont poussés à quitter leurs pays d'origine.

Les recherches nous démontrent que l'intégration est loin d'être un processus linéaire. Ce que nous ignorons encore est si l'intégration sociale se produit plus rapidement parmi les immigrants qui performent ou s'ajustent mieux économiquement. Le processus de sélection des immigrants du Canada privilégie les travailleurs qualifiés puisqu'il est cru que ceux-ci ont de meilleures chances de se trouver un emploi et qu'ils ont prétendument un avantage au niveau de l'intégration.

Par conséquent, leur impact sur l'économie est ressenti plus immédiatement. Mais qu'en est-il des dimensions non économiques de l'intégration ? Comment les immigrants s'en sortent-ils à cet égard ? En utilisant des données de l'Enquête sociale générale sur l'identité sociale de Statistique Canada (ESG cycle 27), nous comparons des aspects de l'intégration sociale des immigrants qui ont été sélectionnés dans la catégorie de l'immigration économique (par le système de pointage) avec les réfugiés admis au pays. Nous soutenons que les tendances en intégration ne suivent pas nécessairement une ligne droite et que les parcours des migrants sont souvent multidimensionnels et complexes. En effet, différents aspects ou différentes dimensions de l'intégration n'évoluent pas selon des trajets parallèles et il n'est pas simple du tout de déterminer les rapports entre ces dimensions.

Pourquoi avons-nous besoin d'un essai comparant l'intégration économique et l'intégration sociale des travailleurs qualifiés et des réfugiés ? Alors qu'il existe un nombre considérable de recherches sur les indicateurs économiques des travailleurs qualifiés et des professionnels, le lien entre l'appartenance et la confiance mérite d'être étudié plus en détail. L'argent peut-il acheter la confiance et l'appartenance ? Peut-être que cette relation est différente à cause des circonstances qui ont emmené les travailleurs qualifiés et les réfugiés au Canada. Les travailleurs qualifiés ont tendance à venir au pays pour des raisons économiques — pour gagner plus d'argent, pour donner de meilleures conditions de vie à leurs familles, et pour d'autres raisons objectives. Les réfugiés, au contraire, sont des migrants involontaires, forcés de quitter leurs pays à cause des violences extrêmes qui y sont perpétrées. En d'autres circonstances, ils ne seraient pas au Canada. Ceci signifie aussi que, par définition, ils arrivent au Canada beaucoup moins préparé — ils ont beaucoup moins tendance à connaître l'anglais ou le français, ce qui est de plus en plus une exigence pour les travailleurs qualifiés. Ils ont également de plus faibles niveaux d'éducation et moins d'expériences de travail que les immigrants de la classe économique. Ils sont également, en moyenne, beaucoup plus jeunes que les immigrants des autres groupes — ce qui signifie qu'ils ont moins d'expérience de travail et moins d'éducation que leurs homologues des autres classes d'immigration. Ils font également partie d'un groupe qui a connu des persécutions extrêmes, il est donc raisonnable de croire que leurs niveaux d'appartenance et de confiance soient plus bas que les autres groupes d'immigrants. Une étude comparative est donc un cas très intéressant à analyser.

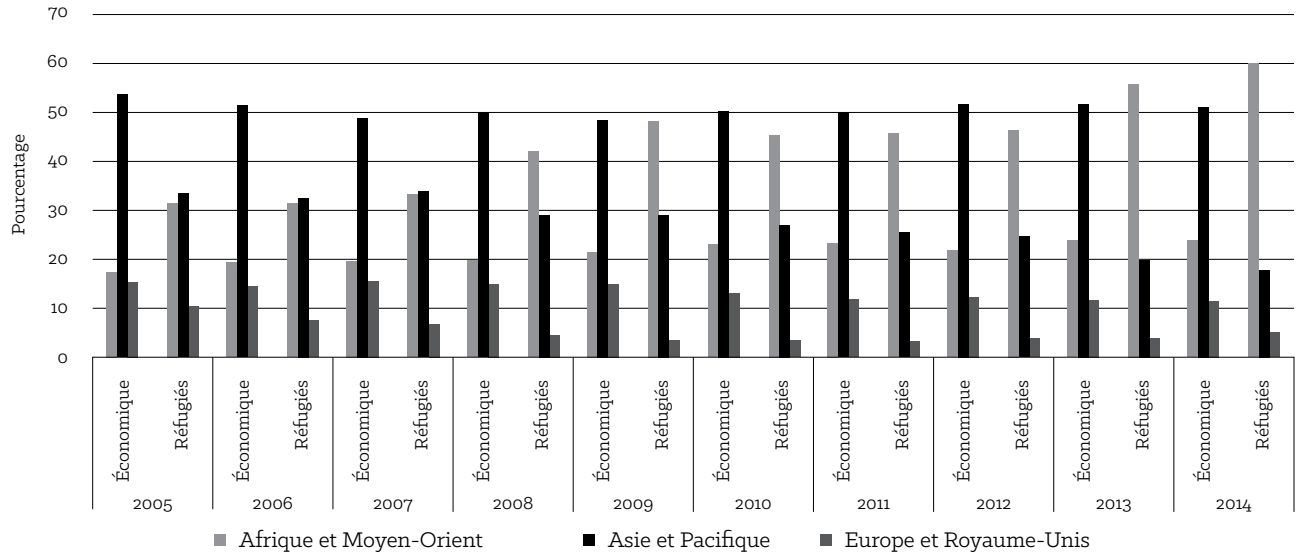
Un sondage de 2010 mené auprès des Canadiens par Ekos Reseach pour Citoyenneté et immigration Canada (CIC) identifie plusieurs obstacles principaux auxquels sont confrontés les nouveaux arrivants lors de leur établissement au Canada. Parmi les obstacles qui sont mentionnés le plus fréquemment, il y a les barrières linguistiques/culturelles (mentionnées par 61 % de Canadiens), suivies par l'emploi (31 %). Des inquiétudes d'ordre social (associées par exemple au logement, à la garde des enfants, au racisme – 17 %) et la reconnaissance des acquis (10 %) ont également été mentionnées par un nombre de répondants. Dans cet article, nous examinons deux aspects principaux du processus d'intégration des travailleurs qualifiés et des réfugiés. Nous étudions différents aspects liés à l'intégration économique pour ces deux groupes, suivis par un examen du sentiment d'appartenance au Canada et de divers types de confiance (confiance envers les gens en général, confiance envers les voisins, et confiance envers les collègues de travail et d'études) en tant que déterminants clés de ce type d'intégration. Nous commençons par une courte description des caractéristiques démographiques de ces deux groupes.

CARACTÉRISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES SÉLECTIONNÉES DES RÉFUGIÉS ET DES IMMIGRANTS ÉCONOMIQUES

Bien qu'il existe diverses suppositions à propos du profil des réfugiés, ceux-ci forment un groupehétérogène pour ce qui en est de leurs origines ethniques et de leurs situations économiques. Ni les réfugiés ni les immigrants économiques ne forment des groupes monolithiques, et la façon dont ils sont pris en compte par le gouvernement canadien diverge également. Il existe différents programmes pour les réfugiés au Canada. Le Programme de parrainage privé des réfugiés (PPPR) permet à des groupes de Canadiens de parrainer financièrement et socialement des réfugiés qui ont été approuvés pour venir au Canada. Le Programme des réfugiés pris en charge par le gouvernement (RPG) offre du soutien fédéral à des individus qui ont été identifiés comme réfugiés à l'extérieur du pays. Contrairement au PPPR, le programme des RPG est entièrement assuré par le gouvernement fédéral. Il y a des différences fondamentales dans le temps que cela prend aux RPG pour s'intégrer économiquement et socialement comparativement à leurs homologues du PPPR. Malheureusement, nous ne pouvons pas traiter de ces différences ici. Comme nous pouvons le voir dans le tableau ci-dessous, entre 2005 et 2014, le lieu d'origine des réfugiés du Canada a considérablement changé. En 2005, 31,8 % des réfugiés étaient de l'Afrique et du Moyen-Orient comparativement à 33,7 % de l'Asie et de la région du Pacifique et 10,5 % du Royaume-Uni ; cependant en 2014, environ 60 % des réfugiés provenaient de l'Afrique et du Moyen-Orient comparativement à 18 % de l'Asie et de la région du Pacifique et 5 % de l'Europe et du Royaume-Uni. Inversement, les immigrants économiques sont beaucoup plus nombreux à venir de l'Asie et des régions du Pacifique que n'importe autre groupe (54 %) en 2005, une tendance qui n'a pas significativement changé jusqu'en 2014 (Voir graphique 1)

Il est juste de tenir pour acquis qu'en tant que groupe, le degré de vulnérabilité de la plupart des réfugiés au moment de leur arrivée au Canada est plus grand que pour les immigrants éco-

GRAPHIQUE 1 : RÉFUGIÉS SELON LIEU D'ORIGINE (EN POURCENTAGE)



Source : Citizenship and Immigration Canada, « Facts and Figures-2014 : Immigration Overview: Permanent Residents »

nomiques qui sont fréquemment choisis par le gouvernement sur la base de compétences qui prétendument s'alignent avec des besoins économiques existants. Les recherches récentes par Hou et Picot (2016) et par Bevelander et Pendakur (2012) confirment que l'intégration économique est beaucoup plus lente pour les réfugiés que pour les travaillés qualifiés et les autres immigrants économiques.

LES CONNAISSANCES LINGUISTIQUES ET L'ÉDUCATION DES RÉFUGIÉS ET DES TRAVAILLEURS QUALIFIÉS

La maîtrise de la langue officielle du pays d'accueil est considérée comme une dimension importante de l'intégration des nouveaux arrivants. Beiser et Hou (2000) ont noté le rôle important des compétences linguistiques sur le chômage et la participation sur le marché du travail. Les données de CIC indiquent qu'il existe des différences importantes dans le degré que les immigrants économiques et les réfugiés déclarent connaître la langue lors de leur arrivée au pays. Il est beaucoup plus commun que plus d'immigrants récents déclarent connaître l'anglais ou le français à cause des chargements implémentés dans notre politique de l'immigration. En 2005, quelque 17 % d'immigrants économiques ne parlaient ni l'anglais ni le français lors de leur arrivée comparativement à 6,8 % en 2014. En ce qui concerne les partenaires et les personnes à charge des immigrants économiques, environ 49,2 % ne parlaient ni l'anglais ni le français lors de leur arrivée en 2005, et cette proportion a été réduite à 27,4 % pour ceux qui sont arrivés en 2014. Pour ce qui en est des réfugiés, quelque 32,6 % ne parlaient ni le français ni l'anglais lors de leur arrivée en 2005 comparativement avec 54,2 % en 2014. Ceci est largement attribuable au changement associé au pays d'origine des réfugiés. Les réfugiés qui arrivent aujourd'hui sont beaucoup moins susceptibles d'avoir été exposés à l'anglais ou au français que les cohortes qui arrivaient dans les années 1990 ou au début des années 2000.

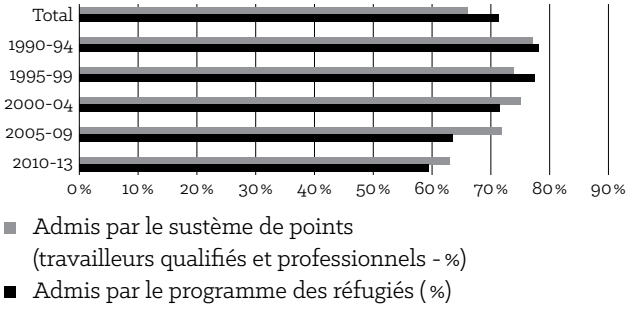
Dans les données de l'ESG 27 sur les niveaux d'éducation, près de 52 % des immigrants économiques possédaient un diplôme universitaire comparativement à 28 % des réfugiés. Cette différence n'a rien d'étonnant. Les réfugiés viennent au Canada parce qu'ils sont contraints de quitter leurs pays d'origine. Les travailleurs qualifiés, au contraire, planifient de venir au Canada et on les récompense dans le processus d'immigration en leur accordant des points supplémentaires pour leur éducation postsecondaire. Savoir si l'éducation a une valeur économique après leur arrivée au Canada a peu d'influence sur l'intégration sociale ou économique des deux groupes.

L'EMPLOI ET LE REVENU

Tout comme nous retrouvons des écarts dans la maîtrise des langues officielles dans les langues officielles et les niveaux de scolarité lorsque nous comparons les réfugiés et les immigrants économiques, nous remarquons qu'il y a des différences dans le statut professionnel, du moins durant les premières années au Canada. Les données de l'ESG indiquent que les différences dans l'emploi disparaissaient dix à quinze ans après l'arrivée. Parmi les réfugiés arrivés entre 2010 et 2013, seulement 59,4 % avaient un emploi, comparativement

avec 63,1 % de ceux faisant partie du programme de travailleurs qualifiés — un écart de 4 % en emploi. Mais les cohortes de réfugiés arrivés entre 1990-1994 et entre 1995-1999 sont en fait plus susceptibles d'avoir un emploi aujourd'hui que ceux qui sont arrivés sous le programme de travailleurs qualifiés à la même époque.

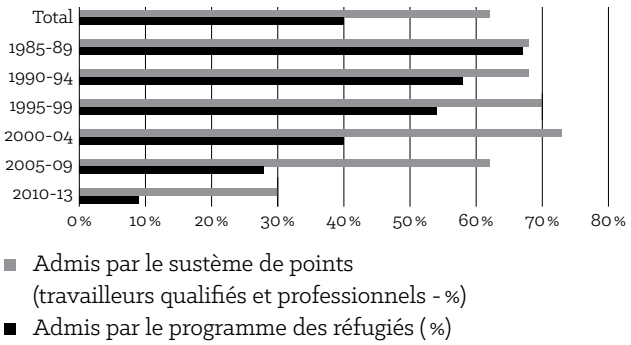
GRAPHIQUE 2 : POURCENTAGE D'IMMIGRANTS ADMIS PAR LE PROGRAMME DES RÉFUGIÉS ET PAR LE SYSTÈME DE POINTS AYANT UN EMPLOI AU MOMENT DU SONDAGE



Source : Statistique Canada, compilation spéciale, Enquête sociale générale (Cycle 27), identité sociale, 2013

Il n'y a pas lieu de s'étonner que sur la base du revenu familial, les données de l'ESG révèlent qu'il y a une proportion considérablement plus élevée d'immigrants économiques dans la tranche des revenus élevés. En 2013, un tiers des travailleurs qualifiés vivaient dans des ménages ayant des revenus de 100 000 $ à 149 999 $, comparativement à seulement 24 % de réfugiés. Ceci étant dit, près de 21 % des réfugiés signalent des revenus inférieurs à 30 000 $. Deux tiers de tous les travailleurs qualifiés ont des revenus supérieurs à 60 000 $ par année, comparativement à juste un peu moins de 50 % de réfugiés.

GRAPHIQUE 3 : IMMIGRANTS ADMIS SELON LE PROGRAMME DE RÉFUGIÉS ET LE SYSTÈME DE POINTS SELON L'ANNÉE D'ARRIVÉE – REVENU MOYEN DU MÉNAGE DE 60 000 $ ET PLUS



Source : Statistique Canada, compilation spéciale, Enquête sociale générale (Cycle 27), identité sociale, 2013

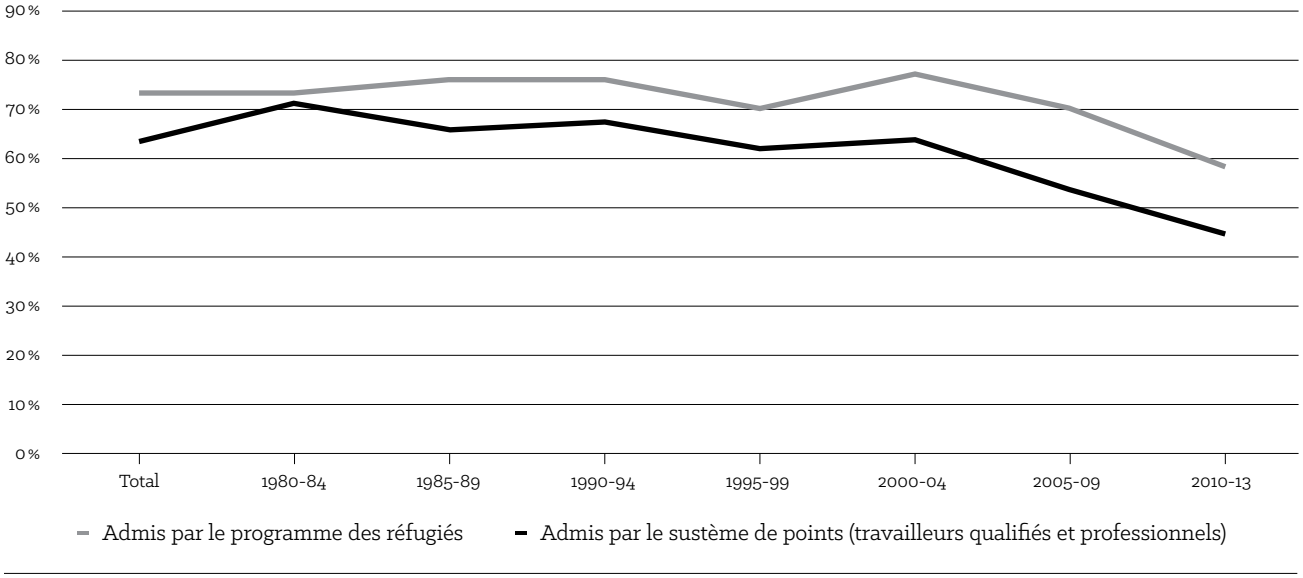
INTÉGRATION SOCIALE : SENTIMENT D'APPARTENANCE

À la lumière de nos connaissances sur les compétences linguistiques,l'éducation et le revenu, nous pourrions conclure que les immigrants économiques peuvent atteindre les dimensions principales de l'intégration plus rapidement que les réfugiés. Si, en fait, à l'arrivée, les réfugiés sont plus vulnérables économiquement que les immigrants économiques, peut-on supposer que leurs parcours sont différents pour ce qui en est des éléments clés de l'intégration sociale ? En d'autres mots, est-ce qu'un emploi et un revenu stable garantissent l'intégration sociale des nouveaux arrivants ? Les résultats de l'ESG sont surprenants.

Lorsque nous comparons le sentiment d'appartenance au Canada des réfugiés et des travailleurs qualifiés selon le moment de leur arrivée, depuis les années, les réfugiés ont des scores plus élevés et plus positifs par rapport au sentiment d'appartenance que les immigrants économiques indépendamment de l'année d'arrivée. L'écart est le plus grand parmi les immigrants qui sont arrivés durant les quinze dernières années. Parmi ceux qui sont au Canada depuis la plus longue période de temps, les réfugiés ont des scores de 10 % plus élevés en ce qui concerne le sentiment d'appartenance que les travailleurs qualifiés. Même parmi les cohortes les plus récentes, les réfugiés ont des scores de 13 % plus élevés que les travailleurs qualifiés. Cela peut sembler paradoxal étant donné que les réfugiés se trouvent dans des situations d'emploi et financières précaires durant leurs premières trois années au Canada. Il se pourrait que les indicateurs économiques ne soient pas dépendants du sentiment d'appartenance du tout (voir graphique 4).

Alors que les réfugiés signalent un plus grand sentiment d'appartenance au Canada que les immigrants économiques, ces premiers exhibent un sentiment d'appartenance quelque peu moins fort envers leur pays d'origine. Comparativement aux autres immigrants, les réfugiés ont des résultats considérablement plus bas à cet égard. Le tableau 3 montre que les immigrants possèdent un sentiment d'appartenance beaucoup plus élevé envers le Canada qu'envers leur pays d'origine, avec 31 % des réfugiés ressentant un fort sentiment d'appartenance envers leur pays d'origine comparativement à 36 % des travailleurs qualifiés. Ceci n'est probablement pas étonnant étant donné que les réfugiés ont été forcés de fuir leurs pays involontairement, et que plusieurs ont survécu à de la violence extrême, à des pertes et à la mort d'êtres chers (voir tableau 1).

GRAPHIQUE 4 : POURCENTAGE DE RÉFUGIÉS ET DE TRAVAILLEURS QUALIFIÉS AVEC UN FORT SENTIMENT D'APPARTENANCE SELON L'ANNÉE D'ARRIVÉE



Source : Statistique Canada, compilation spéciale, Enquête sociale générale (Cycle 27), identité sociale, 2013

TABLEAU 1 : SENTIMENT D'APPARTENANCE ENVERS LE PAYS D'ORIGINE ET ENVERS LE CANADA PARMI LES IMMIGRANTS ADMIS PAR LE PROGRAMME DES RÉFUGIÉS ET PAR LE SYSTÈME DE POINTAGE

Sentiment d'appartenance envers…	Canada		Pays d'origine	
	Admis à travers le programme de réfugiés	Admis par le système de pointage (travailleurs qualifiés et professionnels, inv...)	Admis à travers le programme de réfugiés	Admis par le système de pointage (travailleurs qualifiés et professionnels, inv...)
Très fort	73,2 %	63,7 %	31,5 %	36,5 %

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale (Cycle 27), identité sociale, 2013

Le sentiment d'appartenance varie partiellement selon le lieu d'origine. Pour ce qui en est du sentiment d'appartenance au Canada sur la base des régions d'origines des immigrants, le tableau démontre que les réfugiés provenant de l'Afrique signalent le plus fort sentiment d'appartenance au Canada. Ceci est également intéressant étant donné qu'il y a de solides indications nous suggérant que les immigrants africains sont plus enclins à signaler être touchés par le racisme et la discrimination au Canada que les autres nouveaux arrivants.

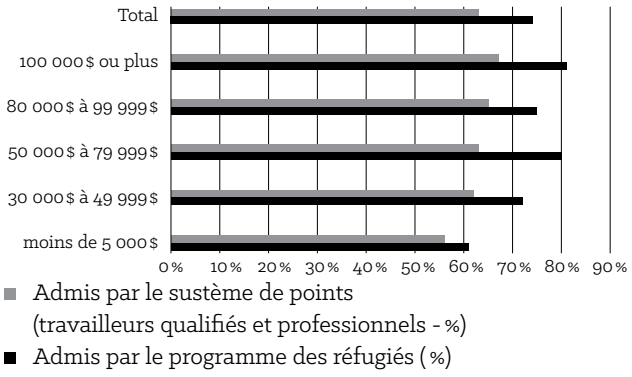
TABLEAU 2 : TRÈS FORT SENTIMENT D'APPARTENANCE AU CANADA SELON LE LIEU D'ORIGINE DES IMMIGRANTS ADMIS PAR LE PROGRAMME DE RÉFUGIÉS ET LE SYSTÈME DE POINTAGE

Région d'origine	Très fort sentiment d'appartenance au Canada selon	
	Admis par le programme de réfugiés	Admis par le système de pointage (travailleurs qualifiés et professionnels, inv...)
Amériques	69,1 %	63,3 %
Europe	73,9 %	66,8 %
Afrique	80,8 %	68,9 %
Asie	70,7 %	60,7 %

Source : Statistique Canada, compilation spéciale, Enquête sociale générale (Cycle 27), identité sociale, 2013

Si le revenu est un indicateur clé de l'intégration, peut-on supposer que lorsque les différences dans les revenus sont minimisées entreles classes d'immigrants, cela va entrainer des niveaux d'intégration sociale comparables (dans ce cas, mesuré par le sentiment d'appartenance au Canada)? En effet, les données de l'ESG ne nous offrent pas de soutien empirique pour le lien entre le revenu et le sentiment d'appartenance en ce qui concerne l'intégration sociale. Ceci est dû au fait qu'un sentiment d'appartenance plus fort parmi les réfugiés persiste malgré une relative parité dans les niveaux de revenus avec les immigrants économiques. Par exemple, près de deux tiers de réfugiés qui n'ont pas de revenus ressentent un fort sentiment d'appartenance au Canada, comparativement à seulement 56% de travailleurs qualifiés. À l'autre extrémité de la tranche de revenu, 81% des réfugiés qui ont des revenus familiaux supérieurs à 100 000 $ ressentent un fort sentiment d'appartenance, comparativement à seulement 67% des travailleurs qualifiés.

GRAPHIQUE 5 : SENTIMENT D'APPARTENANCE TRÈS FORT AU CANADA SELON LA TRANCHE DE REVENU, COMPARAISON ENTRE LES RÉFUGIÉS ET LES TRAVAILLEURS QUALIFIÉS



Source : Statistique Canada, compilation spéciale, Enquête sociale générale (Cycle 27), identité sociale, 2013

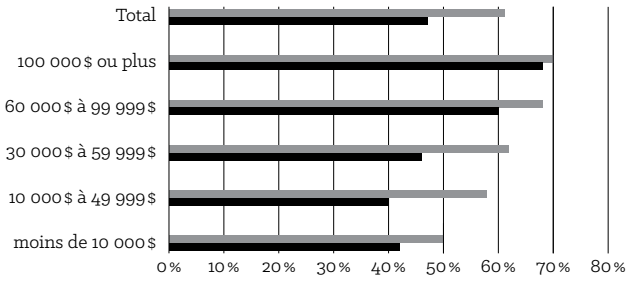
INTÉGRATION SOCIALE : LA CONFIANCE

Une autre dimension centrale de l'intégration sociale examinée ici est le degré de confiance de la part des immigrants ; nous allons nous concentrer sur la confiance envers les gens en général, la confiance envers les voisins et la confiance envers les collègues de travail etd'école. Pour chacune de ces mesures, les données de l'ESG 27 montrent que les réfugiés ont moins confiance que les immigrants économiques. Seulement 45% de réfugiés croient que la plupart des gens sont dignes de confiance, alors que près de 60% de travailleurs qualifiés sont de cet avis. Deux tiers de travailleurs qualifiés font confiance aux genssurleur lieu de travail ou à l'école, comparativement à seulement 57% de réfugiés. Moins de la moitié de réfugiés font confiance aux gens de leur quartier, alors que près de deux tiers de travailleurs qualifiés font confiance à leurs voisins. Peut-être que ce résultat n'est pas étonnant étant donné que la confiance est une denrée bien précieuse — quelque chose qui est irrévocablement démoli lorsque des individus sont confrontés à des violences sociales à grande échelle (voir tableau 3).

Avec relativement peu d'exceptions, le tableau détaillé ci-dessous montre qu'il n'y a pas de différence significative entre les personnes admises par le programme de réfugiés et les gens admis par le système de pointage lorsqu'il est question des écarts dans la confiance, indépendamment du moment de leur arrivée au Canada. En effet, le moment d'arrivée au Canada n'influence pas les niveaux de confiance, ceux-ci demeurent invariablement plus haut parmi les personnes admises au pays en tant que réfugiés (voir tableau 4).

Contrairement au sentiment d'appartenance, les niveaux de confiance varient selon les tranches de revenu. En général, la confiance augmente lorsque le revenu augmente, bien que cette augmentation est plus remarquée parmi les travailleurs qualifiés que parmi les réfugiés.Également, le niveau de confiance est toujours plus bas pour les réfugiés comparativement aux travailleurs qualifiés, indépendamment de la tranche de revenu dans laquelle ils se situent. Bien que la confiance augmente parmi les réfugiés lorsque leur stabilité économique augmente, elle n'atteint jamais la parité avec les travailleurs qualifiés. En résumé, l'argent n'achète pas la confiance pour les réfugiés.

GRAPHIQUE 6 : CONFIANCE ENVERS AUTRUI SELON LA TRANCHE DE REVENU, COMPARAISON ENTRE LES RÉFUGIÉS ET LES TRAVAILLEURS QUALIFIÉS



Source : Statistique Canada, compilation spéciale, Enquête sociale générale (Cycle 27), identité sociale, 2013

IDENTITÉ SOCIALE : SENTIMENT D'APPARTENANCE ET CONFIANCE

Dans le cas des réfugiés, nous avons observé qu'ils font généralement preuve d'un plus grand sentiment d'appartenance au Canada que les immigrants économiques tout en ressentant moins de confiance envers autrui. Cette relation semble contre-intuitive étant donné que les données de l'ESG 27 pour

TABLEAU 3 : NIVEAUX DE CONFIANCE DES IMMIGRANTS ADMIS PAR LE PROGRAMME DES RÉFUGIÉS ET LE SYSTÈME DE POINTAGE

	Admis par le programme de réfugiés	Admis par le système de pointage (travailleurs qualifiés et professionnels, inv...)
La plupart des gens sont dignes de confiance	45,4 %	45,4 %
* les gens du voisinage	47,2 %	47,2 %
* au travail et à l'école	56,6 %	56,6 %

* Confiance 4 et 5 sur une échelle de 5 points où 1 signifie « Je ne peux pas lui faire confiance du tout » et 5 signifie « je lui fait très confiance »

Source : Statistique Canada, compilation spéciale, Enquête sociale générale (Cycle 27), identité sociale, 2013

TABLEAU 4 : LES NIVEAUX DE CONFIANCE SELON LE MOMENT D'ARRIVÉE POUR LES IMMIGRANTS ADMIS PAR LE PROGRAMME DE RÉFUGIÉS ET PAR LE SYSTÈME DE POINTAGE

	La confiance envers les gens en général		Confiance – les gens du voisinage		Confiance – les gens au travail ou à l'école	
	Admis par le programme de réfugiés	Admis par le système de pointage (travailleurs qualifiés et professionnels, inv...)	Admis par le programme de réfugiés	Admis par le système de pointage (travailleurs qualifiés et professionnels, inv...)	Admis par le programme de réfugiés	Admis par le système de pointage (travailleurs qualifiés et professionnels, inv...)
TOTAL	45,4 %	59,8 %	47,3 %	60,1 %	56,6 %	68,8 %
1975-1979	50,0 %	73,8 %	39,4 %	61,0 %	51,7 %	63,7 %
1980-1984	46,9 %	64,4 %	46,2 %	63,2 %	55,8 %	78,5 %
1985-1989	53,3 %	58,0 %	57,2 %	60,5 %	72,4 %	69,6 %
1990-1994	45,2 %	58,5 %	52,6 %	55,9 %	56,2 %	68,7 %
1995-1999	43,8 %	61,3 %	42,6 %	62,6 %	57,2 %	68,5 %
2000-2004	48,8 %	59,2 %	54,1 %	59,7 %	58,6 %	69,1 %
2005-2009	37,2 %	56,5 %	32,4 %	51,8 %	47,1 %	67,0 %
2010-2013	30,0 %	52,5 %	35,5 %	50,3 %	42,3 %	64,9 %

Source : Statistique Canada, compilation spéciale, Enquête sociale générale (Cycle 27), identité sociale, 2013

la population totale soulignent l'importance d'un fort sentiment d'appartenance au Canada comme étant un bon indicateur de niveaux de confiance plus élevés envers les autres.

TABLEAU 5 : DEGRÉ D'APPARTENANCE AU CANADA ET NIVEAU DE CONFIANCE POUR LA POPULAITON CANADIENNE TOTALE

	Très fort	Plutôt fort	Plutôt faible	Très faible
La plupart des gens sont dignes de confiance	58 %	48 %	42 %	37 %
* Confiance – les gens du voisinage	65 %	54 %	43 %	40 %
* les gens au travail et à l'école	72 %	63 %	52 %	53 %

* Confiance forte 4 et 5

Source : Statistique Canada, compilation spéciale, Enquête sociale générale (Cycle 27), Identité sociale, 2013

Est-ce que cette relation tient lorsque nous comparons les immigrants économiques aux réfugiés ? Les données nous indiquent aussi que la même chose est vraie pour les immigrants, mais que lorsque les immigrants économiques et les réfugiés possèdent un sentiment comparable d'appartenance au Canada, l'écart dans la confiance envers les autres demeure très grand entre les deux groupes. Parmi ceux qui possèdent un sentiment d'appartenance très fort au Canada, quelque 47 % des réfugiés admis au Canada croient que la plupart des gens sont dignes de confiance. Ceci contraste fortement avec ceux qui ont un très fort sentiment d'appartenance au Canada et qui ont été admis par le système de pointage, où 61 % affirment croire que les gens sont dignes de confiance.

CONCLUSION

Ce que nous avons appris est que les travailleurs qualifiés et les réfugiés diffèrent de façons parfois surprenantes. Alors qu'ils passent plus de temps au Canada, la situation économique des travailleurs qualifiés et des réfugiés s'améliore. Bien que les réfugiés affichent en moyenne des retards persistants pour la plupart des catégories économiques, ils semblent ressentir un sentiment d'appartenance beaucoup plus fort que les travailleurs qualifiés. Il n'est pas surprenant que les réfugiés ressentent un très fort sentiment d'appartenance au Canada puisqu'ils fuient des situations beaucoup plus dangereuses et instables que les travailleurs qualifiés. Ce qui est surprenant est que parmi certains groupes, notamment les Africains, le sentiment d'appartenance estconsidérablement plus élevé — c'est étonnant étant donné qu'il est probable que ce groupe vive de la discrimination au Canada.

Ce qui est moins surprenant est le faible niveau de confiance des réfugiés relativement à leurs homologues de la catégorie de l'immigration économique. Peu importe les raisons, une fois que la confiance est perdue, il peut être très difficile de la regagner. Ce qui est surprenant est que la confiance ne semble pas dépendre du sentiment d'appartenance. Les individusqui affirment faire moins confiance ne sont pas nécessairement plus susceptibles d'avoir un sentiment d'appartenance plus faible — et vice versa. La confiance semble effectivement être un état distinct du sentiment d'appartenance.

Toutefois, la confiance et le sentiment d'appartenance ne s'achètent pas. Avoir plus d'argent n'implique pas nécessairement que le sentiment d'appartenance etle niveau de confiance vont être plus élevé, particulièrement pour les réfugiés. Le fait que la stabilité économique n'ait pas une influence si grande sur la confiance et le sentiment d'appartenance est un résultat rassurantpour ce qui en estdes mesures de l'intégration sociale, du moins en ce qui concerne la population de nouveaux arrivants. Et peut-être que ceci est une considération importante. Peut-être que Jesse J. avait raison, « *it's not about the money…* » (ce n'est pas toujours une question d'argent).

RÉFÉRENCES

Beiser, M. et Hou, F. « Gender differences in Language Acquisition and Employment Consequences among Southeast Asian Refugees in Canada » 26(3), 311

Bevelander, P. et R. Pendakur 2012. The Labour Market Integration of Refugee and Family Reunion Immigrants: A Comparison of Sweden and Canada. IZA DP Number 6924. Bonn: Institute for the Study of Labour. Consulté en ligne au http://ftp.iza.org/dp6924.pdf

Citizenship and Immigration Canada, « Facts and Figures-2014: Immigration Overview: Permanent Residents », www.cic.gc.ca/english/resources/statistics/facts2014/permanent/07.asp

Ekos Research Associates submitted to Citizenship and Immigration Canada « Annual Tracking Survey– Final Report, Winter (April) », 2010, http://epe.lac-bac.gc.ca/100/200/301/pwgsc-tpsgc/por-ef/citizenship_immigration/2010/102-09/report.pdf

Hou F. et G. Picot. 2016. Changing Immigrant Characteristics and Entry Earnings. Ottawa: Social Analysis and Modeling Division, Statistics Canada and Research and Evaluation Division, Immigration Refugees and Citizenship Canada. www.statcan.gc.ca/pub/11f0019m/11f0019m2016374-eng.htm

Statistics Canada. General Social Survey (Cycle 27), Social Identity, 2013, www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV.pl?Function=getSurvey&SurvId=134876&InstaId=139605&SDDS=5024